

**FORUM EUROPEEN CATHOLIQUE-ORTHODOXE
PARIS, France, 9-12 JANVIER 2017**

**L'EUROPE DANS LE CRAINTE DE LA MENACE DU TERRORISME
FONDAMENTALISTE ET LA VALEUR DE LA PERSONNE ET LA
LIBERTE RELIGIEUSE**

**LA COHÉSION SOCIALE ET LE PHÉNOMÈNE DE LA PEUR.
LA MISSION DES DIRIGEANTS ET LA CONTRIBUTION DE
L'ÉGLISE. L'ÉTAT DE DROIT.**

le Métropolitaine Athénagoras Peckstadt¹

Le sujet qui m'a été proposé est très actuel et intéressant pour nous, hommes d'Eglise. Mais c'est un sujet assez complexe pour un simple évêque, qui n'est ni politicologue, ni psychologue, ni sociologue, ni criminologue, et qui par conséquent n'est pas un spécialiste dans le domaine. Je vais humblement essayer de partager avec vous quelques réflexions, plutôt personnelles, à propos du nouveau phénomène avec lequel nous sommes aujourd'hui confrontés. En fait, la question qui se pose est comment l'Eglise peut contribuer davantage à la construction d'une société véritablement multiculturelle, en étroite collaboration avec les leaders politiques?

Ces dernières décennies, nos sociétés se sont transformées en des sociétés multi-structurelles, pluralistes et multiculturelles, évoluant à des rythmes effrénés et créant, à court et moyen terme, un climat d'instabilité et d'insécurité. La conséquence de ce devenir sociétal débridé, apparaît dans la crise des valeurs morales et religieuses, au même titre que les croyances de l'homme contemporain.

Je pense que nous sommes entrés dans l'époque post méta-moderne, c'est-à-dire dans une phase de réorientation de l'homme contemporain vers les valeurs et les croyances traditionnelles, après l'âpre mise en question et le déni qu'elles ont connues au cours de l'époque moderne et post méta-moderne. En particulier après l'expérience traumatisante de la quasi dissolution du tissu social et la dévalorisation des relations entre individus, l'Eglise se trouve en position de présenter un véritable témoignage de foi et d'amour à l'homme contemporain, l'inspirant et l'invitant à redéfinir son rapport avec le Dieu de Miséricorde et Son Eglise.

¹ **Athénagoras Peckstadt** est Métropolitaine de Belgique et Exarque des Pays-Bas et du Luxembourg (Patriarcat Oecuménique).

1. Le terrorisme – le nouvel ennemi

Il me semble utile de décrire brièvement la situation pénible dans laquelle nous nous trouvons. Depuis les premières années du XXI^e siècle le monde occidental est confronté avec un nouvel ennemi. Il s'agit d'une organisation d'islamistes radicaux qui est complètement décentralisée et indépendante. C'est impossible de mener des négociations politiques susceptibles pour mettre fin à Daech ou d'arrêter les combattants. Le fanatisme de ce groupe et d'autres groupes ne se laissera apaiser par aucune décision politique ou intervention sociopolitique. Aucun pays européen, aucun pan de la société et aucune minorité n'est épargné en tant que cible. C'est la raison pour laquelle il serait totalement naïf de vouloir le comparer au terrorisme qu'a connu l'Europe des années 1970. L'assassinat du prêtre en Normandie et les attentats à Paris, Bruxelles, Nice, Berlin et Istanbul, tous ces actes font partie d'une attaque générale dirigée contre la société occidentale. Et c'est également de cette manière que l'islamisme radical conçoit son rôle: il se trouve dans une guerre religieuse éternelle *«que seuls les croyants peuvent gagner»*.

Les effets collatéraux de ce malaise au niveau politique sont la montée des partis d'extrême droite et des groupements avec des agendas explicitement xénophobes et racistes ciblant à la fois les minorités indigènes et les communautés d'immigrés. Alors que la montée de l'extrême droite a été enregistrée dans plusieurs pays d'Europe du Nord et d'Europe de l'Ouest (Front National en France, Lega Nord en Italie, Vlaamse Blok en Flandres, Belgique). L'extrême droite gagne tristement aussi dans d'autres pays, comme en Grèce où les partis politiques LAOS et Chrysi Avgi sont un phénomène nouveau, mais aussi dans les pays où il existe de grandes minorités indigènes, mais non immigrantes, comme la Hongrie, avec la montée spectaculaire du parti Jobbik ces dernières années.

Les attaques se concentrent contre le gouvernement et les citoyens. Ils se traduisent par une relativement petite ou grande quantité de victimes et des dommages sociaux. Les armes utilisées et les modalités de financement varient, mais vont au-delà des conséquences de l'objectif principal. Quoi qu'il en soit, la menace du terrorisme est une question à laquelle les gouvernements doivent donner une réponse.

2. Renoncer à la peur

A chaque acte terroriste les politiciens se sentent appelés à expliquer que les terroristes ont décidés de détruire *«nos valeurs occidentales»*. Cela est trompeur. Les terroristes créent la peur et cette peur déclenche une dynamique dans laquelle nous détruisons finalement nous-même nos valeurs. Ce que nous devons craindre est la peur elle-même. Pas les terroristes. Une société construite sur la peur, la suspicion et la méfiance est vouée à l'effondrement.

IS exporte son modèle de conflit sectaire en Europe et veut que nous soyons divisés. Ils savent qu'ils peuvent très fort nous affaiblir en atteignant nos valeurs fondamentales La violence est basée sur un calcul froid: ils veulent nous forcer à haïr les musulmans, ces derniers se sentant rejetés seraient ainsi prêts à s' enrôler chez eux.

Nous devons tout mettre en œuvre pour que l'Europe conserve ses valeurs. C'est pourquoi notre réponse doit être d'unir plutôt que de diviser, de promouvoir la réconciliation et l'amour au lieu de la peur et de la haine. Nous devons surtout éviter à tout moment d'exacerber les craintes, en traitant les enquêtes sur des actes terroristes dans les coulisses, et non pas en les affichant dans les médias.

Il faut nous rappeler que l'Union européenne a été fondée comme une réponse à la cruauté et à la barbarie de la Seconde Guerre mondiale et de toutes les guerres précédentes. L'Union était fondée sur la réconciliation entre les nations et donc sur le rétablissement de la dignité humaine et la valeur irremplaçable de chaque personne humaine. Nous avons renoncé à la vengeance. En déshumanisant les autres inexorablement, nous nous déshumanisons dans une spirale sans fin de violence et de haine. L'Union Européenne a eu comme objectif premier de mettre fin à cette escalade fatale avant de devenir un projet économique.

La chute du mur de Berlin a également été fondée sur la question des valeurs. C'était une victoire sur la tromperie, sur la dictature, qui ignorait elle aussi l'unicité de chaque être humain. L'adhésion à l'Union signifie l'adhésion à ces valeurs que nous appelons souvent des valeurs européennes. Le rôle des chrétiens dans la création de l'Union Européenne a été crucial. D'autre part, n'oublions pas que les deux idéologies responsables des deux conflits majeurs du siècle précédent n'avaient aucun lien avec la religion et le christianisme.

Mais aujourd'hui la situation est devenue si complexe que nous devons coordonner les actions sur plusieurs fronts en même temps. Chez nous en Europe, nous devons aller à l'encontre de la discrimination et promouvoir l'égalité, aider à intégrer les réfugiés en Europe ou ailleurs et respecter notre règle de droit. Quant au Moyen-Orient, il y a lieu d'abord d'initier un processus politique.

En Europe certains partis d'extrême droite utilisent la peur pour l'IS, pour les musulmans et pour les réfugiés pour se présenter comme une nouvelle avant-garde. Le centre politique disparaît. Ces partis constituent une menace sérieuse pour la cohésion sociale. Quand ils parlent d'intégration, ils pensent à assimilation. Ils considèrent ni plus, ni moins l'assimilation comme une tentative de diminuer *«l'identité de l'européen»*.

IS manipule en quelque sorte ces partis à saper l'état de droit européen et à faire échouer l'intégration des musulmans en Europe. Car, en vérité, les musulmans radicaux sont contre l'intégration, car ils craignent que cela soit une tentative de diminuer l'identité des *«musulmans»* et de les assimiler. IS et Partis d'extrême droite européens pensent de la même manière et voient une autre confirmation de leurs craintes. Cela conduit inexorablement à la haine de l'autre.

Un homme effrayé ressemblera tôt ou tard à son adversaire. Nous luttons déjà plusieurs décennies contre le terrorisme, mais nous n'avons pas encore appris la leçon. Les citoyens européens doivent prendre leur destin en mains propres et refuser d'être les marionnettes des extrémistes qui les manipulent comme des pions les uns contre les autres au lieu de les laisser vivre en liberté, comme des citoyens à l'esprit critique dans une démocratie pluraliste qui se respecte.

3. La cohésion sociale ou travailler à une véritable société multiculturelle

Une société multiculturelle est une situation réelle dans laquelle sont impliqués plusieurs groupes qui se distinguent dans la société, entre eux, avec des caractéristiques culturelles. Ces caractéristiques peuvent être une religion différente, la langue, les coutumes, les traditions, la musique, les codes etc. Et puisque ces cultures ont des normes et principes différents, il existe une situation controversée. Alors certains estiment qu'une société multiculturelle exige un état neutre, qui pourtant à sa primauté de droit, son histoire d'origine, sa langue et une histoire partagée sur base de quoi une loi a été créée progressivement.

Face à une fausse neutralité qui cherche à marginaliser l'Eglise et veut faire de la religion une affaire purement privée, les chrétiens doivent promouvoir un pluralisme authentique, où sont acceptées à part les Eglises chrétiennes, aussi le Judaïsme et l'Islam en tant que partenaires. Dans une société pluraliste, les chrétiens ont le droit à un lieu de partenariat reconnu, et à également demander leur avis. Les chrétiens devraient rester dans leur partenariat les gardiens d'un véritable esprit d'ouverture: gardiens de l'homme ouvert avec une culture ouverte dans une société ouverte. Leur partenariat dans la société pluraliste – et cela dans le respect des opinions de tous les autres - donnera toujours la possibilité de voir l'homme à l'image de Dieu, pour montrer que le vide n'a pas le dernier mot, et de pouvoir libérer de nombreuses personnes de leurs peurs pour assister à la présence continue du Dieu compatissant.

La cohésion et l'unité dans une société démocratique (moderne) est de temps en temps l'objet d'une crise. La société multiculturelle pourra - en raison de sa controverse culturelle - conduire vers une affûtage de la crise démocratique inhérente. Ainsi le monde moderne est caractérisé par une crise de pouvoir sans fin, en particulier en ce qui concerne les valeurs partagées. Le mot «*social*» est à l'époque moderne déjà un problème, et encore plus sa cohésion. La culture est en constante évolution.

En effet, la nouvelle technologie conduit à une nouvelle façon de vivre. Celle-ci joue également un rôle important dans les cultures. Mais n'oublions pas que nous vivons dans un monde globalisé. Toute information se disperse à une vitesse folle dans les quatre coins du monde. Les gens d'autres cultures s'influencent mutuellement, mais ils le font surtout au moment où ils entrent en contact les uns avec les autres.

Cela me rappelle des attitudes complètement différentes, comme celle du ghetto, qui n'est rien d'autre qu'un isolement total. Le mot ghetto nous renvoie à la première diaspora du peuple juif, qui veillait au maximum de ses possibilités à ne pas se laisser influencer par un environnement étranger. Ainsi naquirent des quartiers exclusifs, sans le moindre contact avec le monde dans lequel, pourtant, ils vivaient. Il n'y a qu'un pas du ghetto au fanatisme et à la myopie. Le regretté Métropolitite de Silyvria, Mgr Emilianos Timiadis, dans son ouvrage «*Questionnements orthodoxes dans la Diaspora*»², explique abondamment qu'il nous faut éviter de vivre dans un ghetto, tout en conservant nos traditions et nos coutumes. Si le fidèle est immigré, il vit dans un environnement qui de prime abord lui paraît étrange, où d'autres us et coutumes ont droit de cité, où règne une autre mentalité et une autre façon

² Αιμιλιανού Τιμιάδη (Μητροπολίτου Σηλυβρίας), «*Ορθόδοξοι προβληματισμοί στην Διασπορά*», Πρέβεζα, 1988, σελ. 19-20.

de penser. Telle une plante transplantée, il essaye de s'adapter à son nouvel environnement et n'échappe pas à la règle générale: comment communiquer avec son prochain, avec son voisin, avec son collègue, avec son chef? S'il n'y parvient pas, il ne pourra ni recevoir ni donner, ni apprendre ni enseigner, ni être utile ni se faire aider. Nous pouvons beaucoup apporter aux autres, qui attendent de nous un témoignage. C'est cela le dialogue, diamétralement opposé à tout ghetto, qui n'est qu'un monologue.

Le Métropolitain Jean de Pergame a affirmé que l'un des plus grands défis auxquels sont confrontées les Églises au troisième millénaire est la question du pluralisme religieux. Il croit que la perspective appropriée que le Christianisme devrait avoir envers les autres religions est d'entrer en dialogue avec eux. *«Ce dialogue doit être constructif et ne peut pas être un dialogue interreligieux en l'absence de convictions religieuses»*. Il poursuit: *«Le dialogue est un pas plus loin que la tolérance. Cela implique la reconnaissance que l'autre, le différent n'existe pas simplement pour exister - c'est ce que la tolérance signifie - mais existe comme quelqu'un qui a quelque chose à me dire, que je dois écouter sérieusement, ...»*³.

Cela signifie que les chrétiens doivent respecter, par amour du prochain, les convictions religieuses ou non religieuses de l'autre dans la société contemporaine. En édifiant le bien commun de la société humaine et en soutenant la liberté des autres de croire comme ils le désirent, l'Église reconnaît l'autre, non comme un droit mais comme un service d'amour. L'Église par son amour du prochain soutient cette liberté de croire ou de ne pas croire comme reflet de l'être même de la personne. Par une telle approche envers l'autre, envers les personnes de croyances religieuses ou non religieuses différentes, par amour de l'autre dans une évocation kénotique, les Églises peuvent promouvoir la liberté religieuse pour tous les peuples et coexister dans une société religieusement diversifiée.

Pourtant, la tolérance d'autrui ne peut fonctionner dans un sens unique. L'autre doit aussi comprendre qu'il arrive dans un monde où il est accueilli et où il doit, tout en gardant ses valeurs personnelles, faire les efforts qui sont nécessaires pour s'intégrer dans la société qui lui offre l'abri. S'intégrer ne signifie pas s'assimiler; le réfugié est invité à garder ses valeurs d'origines, sa richesse, tout en respectant les valeurs du monde qui l'accueille. Tout doit se faire avec respect, cohérence, patience et bonne volonté. L'inverse ne pourrait conduire qu'à une situation soit de tensions, soit d'isolement ou de ghetto. Ce qui ne peut provoquer que des problèmes.

C'est pourquoi nous sommes appelés à accueillir et à aider à l'intégration des migrants, ce qui va aider nos concitoyens à donner un sens à leur vie. Sortir de ce cercle vicieux de la consommation effrénée, au détriment du contact avec l'autre. Reconstruire le réseau social à travers la solidarité, l'engagement bénévole et la joie d'offrir. Pour tout ce qui se passe dans notre monde, pour tout ce qui touche à un de nos frères, nous en sommes responsables de près ou de loin. Les inégalités sociales, l'injustice, l'exploitation et la violence ne sont pas des fatalités. Nous, les hommes de Foi, sommes là pour en témoigner. L'histoire nous démontre que nous pouvons cacher derrière de beaux discours. L'Europe est trop riche en expériences pour se cacher la face. L'Europe ne peut pas se résumer en ces imposantes structures architecturales, abritant des centaines de bureaux où des technocrates

³ John Zizioulas, *"The One and the Many: Studies on God, Man, the Church, and the World Today"* (Alhambra, CA: Sebastian Press, 2010), 398.

examen des graphiques, analysent des profils, étudient des statistiques, dressent des plans et fournissent des recettes.

4. Le rôle des dirigeants politiques et des Eglises

Cela nous mène à la question du rôle qu'ont à jouer dans ce domaine les dirigeants politiques et les Eglises?

Les chrétiens doivent jouer un rôle constructif et positif dans la société. La religion ne doit pas chercher à dominer l'Etat. Son rôle est seulement de rappeler l'État à se limiter à sa propre fonction et à ne pas dépasser sa compétence. La fonction de l'Etat n'est pas de transformer la société en paradis, mais d'empêcher qu'elle devienne un enfer (comme l'a dit le célèbre philosophe russe Soloviev). L'état a comme mission primordiale d'endiguer la violence, de garantir la liberté d'association, de sauvegarder la liberté de conscience.

Ainsi le Parlement Européen, dans sa lutte contre le terrorisme, appelle toutes les forces politiques des Etats membres de l'Union Européenne à promouvoir la cohésion sociale et le dialogue interculturel et interconfessionnel pour éliminer les facteurs contribuant au développement d'un terreau fertile pour le terrorisme et pour prévenir la propagation des théories extrémistes cherchant à justifier les actes de terrorisme.

Et c'est ce que nous remarquons dans les démarches de nos politiciens, chaque fois que nous sommes confrontés avec un nouvel attentat. Comme il y a quelques jours la chancelière allemande, Angela Merkel, qui a appelé dans son discours du Nouvel An ses concitoyens à la cohésion pour s'opposer résolument aux «*assassins remplis de haine*» et à ne pas céder sur les valeurs démocratiques après l'attentat islamiste qui a ensanglanté Berlin. «*Dans une détermination commune, nous opposerons notre compassion et notre cohésion au monde haineux des terroristes*», a dit Angela Merkel, en reconnaissant que l'année 2016 fut «*un test difficile*», marqué par des attentats. Tous ont été revendiqués par le groupe Etat Islamique. «*En continuant de vivre et de travailler, nous disons aux terroristes: vous êtes des assassins remplis de haine mais ce n'est pas vous qui décidez comment nous vivons*», a-t-elle dit dans son discours.

Un mois après les événements de l'aéroport de Bruxelles et du métro, le 22 mars 2016, les dirigeants des communautés religieuses reconnues de Belgique et la «*philosophie de la pensée libre*» ont été invités par le Premier ministre belge et le ministre de la Justice. Les deux politiciens et les représentants des convictions religieuses philosophiques ont décidé de créer une plate-forme de dialogue entre eux et de se réunir au moins deux fois par an.

Permettez-moi de vous lire un extrait de la déclaration commune du gouvernement et des représentants des cultes reconnus de Belgique, pour mieux comprendre comment un pays, comme la Belgique voit les moyens de collaborer: «*(...) Ensemble, nous voulons rappeler les principes fondateurs de notre société. Ces principes comme la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la liberté d'expression, la lutte contre les discriminations, la liberté de croire et la liberté de ne pas croire mais aussi l'indispensable égalité entre les hommes et les femmes ne sont pas négociables. Ni aujourd'hui. Ni demain. La Belgique est un pays*

ouvert, tolérant et accueillant. Le terrorisme, l'intégrisme, le radicalisme et les discours propageant la haine n'y ont pas leur place. Plus que jamais, nous devons éviter de tomber dans le piège tendu par les terroristes visant à monter les citoyens les uns contre les autres. Nous devons éviter toute forme d'amalgame et de polarisation. Nous sommes fiers des valeurs qui sont les nôtres. Nous ne voulons pas d'une société repliée sur elle-même, méfiante. Pour lutter contre le risque de repli identitaire, nous devons œuvrer inlassablement à une société où chaque individu est respecté et respecte l'autre. Nous voulons une société libre où chacun, avec sa singularité, avec son histoire, ses racines et avec son parcours de vie, peut trouver sa place et devenir un acteur responsable dans la société. Respecter chaque individu, c'est lui permettre de s'émanciper et d'exprimer sa diversité. Respecter chaque individu, c'est également lui donner la garantie d'une liberté de croire ou de ne pas croire et d'un traitement équitable auquel chaque citoyen a légitimement droit. Notre volonté est intangible: nous continuerons de défendre et de promouvoir le socle commun de nos valeurs. Le radicalisme doit être combattu sans relâche et sans ambiguïté. Par les temps troublés que nous connaissons, plus que jamais, l'Etat et les instances officielles des cultes et de la laïcité s'engagent à lutter contre l'obscurantisme. Plus que jamais, l'Etat doit défendre la sécurité de chaque citoyen et sa liberté d'exprimer ses convictions dans le respect de la démocratie et de l'Etat de droit»⁴.

Aucune communauté religieuse ou philosophique, ni aucune association de quelque nature qu'elle soit, n'a le droit de prétendre s'arroger le pouvoir qui revient de droit à l'État. Notre État favorise et encourage nos communautés religieuses et philosophiques à poursuivre en toute liberté leurs missions spirituelles et pastorales, par la reconnaissance, officielle et à titre égal, qu'il leur octroie, leur donnant le droit à l'existence pacifique. C'est véritablement une grâce et un exemple aux yeux du monde entier.

Mais nous n'avons pas que des droits, nous avons aussi des devoirs! Tout d'abord celui d'œuvrer ensemble, d'aider ceux qui nous gouvernent dans le projet d'une cohabitation pacifique, pour le bien du pays et de tous ses habitants, hommes et femmes, autochtones et allochtones qui y vivent et qui luttent pour un avenir meilleur. De respecter les règles qui sont en vigueur dans le pays. Notre devoir est d'aider nos nouveaux concitoyens à s'intégrer graduellement dans notre société, afin qu'ils puissent à part entière participer à tout ce que le pays les offre (éducation, bien-être social, liberté de s'exprimer, liberté d'action culturelle et d'exercice religieuse,...), tout en leur assurant qu'il y restera toujours suffisamment d'espace pour leur identité, culture et langue propres. C'est pourquoi le maintien du choix des cours de religions et de morale non confessionnelle, qui est proposé dans les écoles publiques, est d'importance capitale, sans oublier l'assistance pastorale dans les hôpitaux, à l'armée et surtout dans les prisons. Voilà encore l'exemple de l'unité dans la diversité...

Nous sommes invités au dialogue! Le Cardinal Mercier l'a parfaitement formulé, lorsqu'il dit: *«Pour s'unir, il faut s'aimer. Pour s'aimer, il faut se connaître. Pour se connaître, il faut aller à la rencontre les uns des autres»*. L'Église Orthodoxe, et en particulier le Patriarcat Œcuménique de Constantinople, a toujours favorisé le dialogue et la coexistence pacifique entre les communautés religieuses, affirmant qu'il s'agit de montrer au monde que *«les religions sont un facteur d'unité et de coopération entre les hommes et*

⁴ *«La Belgique est un pays ouvert, tolérant et accueillant»*. Déclaration commune du gouvernement fédéral et des cultes reconnus et de la laïcité, Bruxelles (20 avril 2016).

entre les peuples, et non un facteur de division». Il y a exactement 15 ans, 80 responsables religieux, du plus haut niveau, chrétiens, juifs et musulmans, se sont réunis à Bruxelles, à l'initiative de Sa Toute-Sainteté le Patriarche Œcuménique Bartholomée et du Président de la Commission Européenne de l'époque Romano Prodi, pour y signer un document qui est un appel à ne jamais plus utiliser la religion pour justifier la haine et la violence car, comme le souligna le Patriarche Bartholomée: *«la guerre au nom de la religion est une guerre contre la religion*». Cet appel invite *«les enseignants, les professionnels des médias, les décideurs et les particuliers, tout comme les institutions de la société civile, à mieux comprendre les confessions religieuses et leurs doctrines, ainsi qu'à se familiariser avec les héritages historiques, culturels et religieux respectifs de ces confessions, à l'échelle mondiale*».

5. Conclusion

Pour conclure, je voudrai souligner ce qui est central dans l'Évangile: c'est d'abord la justice, combattre les inégalités, voir dans son prochain son frère, la résurrection. Car ce n'est que de la justice que pourront naître respect, amitié et communion... Il y a ensuite la miséricorde et la paix. Miséricorde signifie: *«se sentir avec l'autre*», *«entrer dans sa souffrance*», car je suis responsable.

J'ai essayé d'analyser la question de la «cohésion sociale». Nous appelons «cohésion sociale» la cohésion interne d'un ordre politique qui se manifeste d'une certaine manière. Une nation cohérente crée un moyen légal et juridique des citoyens individuels qui vivent ensemble, qui ont formé une nation. La société multiculturelle aggrave cette crise jusqu'au moment de trouver une base commune. Et oui, le terrorisme islamique est dans ces circonstances une grave menace pour notre société contemporaine !

Que nous vivions dans des sociétés plutôt laïques, n'est pas une menace pour les chrétiens ! Au contraire, c'est une véritable opportunité. Nous devons faire nos propres choix, pour convaincre les autres par notre exemple. Depuis l'arrivée de l'islam en Europe occidentale, les anciennes rivalités entre chrétiens et non-croyants ne sont plus trop présentes. Le paysage est plus diversifié. D'une part, la religion en général est blâmée pour les crimes des extrémistes. D'autre part, la religion devient de nouveau un facteur de cohésion dans nos sociétés.

Le XXI^e siècle sera furieusement religieux, a pu dire le sociologue américain Peter Berger. Mais il ne faudrait pas que ce retour soit une victoire du fondamentalisme. Trop nombreux sont encore ceux qui, du côté des croyants comme des autres, ne se rendent pas compte qu'une religion peut et doit évoluer avec la culture. Il est donc important que l'on permette aux jeunes de réfléchir autrement qu'avec les lunettes d'un agnosticisme ou d'un fondamentalisme. Que notre société ait besoin d'un cours de religion est clair. Preuve est son absence d'éducation religieuse. Dans le programme enseigné il nous faut bien sûr une présentation des autres religions. Le but est d'aider les enfants de toutes les religions à se familiariser avec les idées religieuses et à penser de façon critique à leur sujet. Ils devraient être plus conscients de ce qu'ils partagent avec les concitoyens, ainsi que comment et pourquoi ils sont en désaccord. La différence ne doit pas être une raison d'avoir peur, mais respectée comme une valeur nationale de base. La religion doit être la servante de la

cohésion sociale, et non un coin qui écarte les communautés; pas un agent potentiellement infectieux, mais un vaccin contre l'extrémisme.

Le dialogue s'impose plus que jamais, non seulement dans la recherche de valeurs communes, mais aussi dans la prise en compte des différences en ce qui concerne l'incarnation des valeurs. Le dialogue doit donc être authentique. Dans les relations interpersonnelles, l'«*autre*» est différent de ce que je suis. Nous vivons et aimons des gens qui ne sont jamais comme nous et ainsi les différences font partie de la vie. Mais vivre ensemble signifie chercher un terrain d'entente, où nous pouvons vivre en harmonie. Le dialogue conduit à la convergence et fait partie de la culture. L'intégration n'est pas l'assimilation, mais le paradigme d'«*une civilisation, de nombreuses cultures*» est toujours valable.

Et comme le disait récemment dans un discours à Bruxelles, l'ancien Président du Conseil d'Europe, Herman Van Rompuy: «*nos sociétés changent radicalement en raison de la technologie, de la biotechnologie, de la prospérité, du progrès médical, de la mondialisation, de l'immigration, etc. Le pire comportement est de se replier sur soi-même et d'être dominé par la peur. C'est la source des conflits et de la violence. Notre approche doit rester optimiste («Wir schaffen das», «yes, we can»), étant du côté d'Agape et non de Thanatos. Les chrétiens doivent contribuer à ce changement de société, même dans une position 'du reste d'Israël'*»⁵.

⁵ Herman Van Rompuy, 'The role of Christians in Today's Europe', Chapel for Europe, Brussels, 2016.